

sortes de difficultés. Si les négociateurs du gouvernement et surtout les représentants qui se rendront à Washington demain adoptent une position assez ferme—et les intérêts ici ne sont pas tous d'un seul côté—nous parviendrons, j'en suis persuadé, à convaincre nos homologues américains que le monde ne tourne pas en permanence sur leur orbite. Nous avons de nombreux atouts et nous entendons mettre en valeur nos ressources en pétrole, en gaz et en énergie au mieux des intérêts du Canada tout d'abord. Après quoi, nous ne nous refuserons pas, je pense, à considérer les besoins de nos voisins.

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, on ne peut pas trouver trop à redire aux modifications du bill qui augmentent l'autorité de l'Office national de l'énergie. Pour que ce projet de loi puisse être examiné en profondeur, il faut envisager l'avenir de cet organisme et étudier certains articles en particulier. Il est malheureux que dans le passé l'Office n'ait pas fait grand-chose, se contentant de réconcilier les divers intérêts commerciaux entrant en conflit plutôt que de se demander si les activités de telle ou telle entreprise dans le domaine de l'énergie avaient vraiment quelque signification. Malheureusement, nous sommes partis du mauvais pied en soutenant que les compagnies pétrolières internationales qui dominent pour ainsi dire tout le secteur de l'énergie au Canada savent ce qui convient le mieux au pays et que notre travail consiste simplement à agir, comme arbitre, par l'intermédiaire de l'Office national de l'énergie. Il est clair que notre gouvernement a en affaires toute la clairvoyance et la finesse d'Ésaü, qui vendit son droit d'aînesse pour un plat de lentilles.

L'empressement exagéré manifesté par le ministre quand il s'agit de distribuer nos ressources pourrait fort bien avoir des conséquences désastreuses. C'est vrai, s'il le veut, le ministre peut nous qualifier de nationalistes mesquins, de socialistes ou de tout ce qu'il voudra. Cela ne change rien au fait que lui et ceux qui l'entourent ont depuis longtemps demandé une intégration continentale de nos ressources. Le parti libéral ne croit pas réellement au nationalisme canadien.

Des voix: Bravo!

M. Saltsman: Il veut que notre pays soit englobé par le géant qui l'avoisine au sud, et le plus tôt sera le mieux. Voilà, monsieur l'Orateur, le grand danger qui nous menace. En tant que nation, nous ne sommes pas maîtres de la situation. Ceux qui administrent le pays ne semblent pas se soucier le moins du monde de l'avenir du nationalisme canadien.

Une voix: On dirait un programme agricole.

Une voix: Quelles âneries!

M. Saltsman: Les seules âneries qu'on entende ici viennent des banquettes ministérielles.

Des voix: Oh, oh!

M. Peters: Si certains ministériels continuent de faire des remarques de ce genre, nous allons commencer à penser que Hogtown est maintenant Winnipeg.

M. Saltsman: Je voudrais aussi signaler que certains premiers ministres provinciaux sont responsables du fait que nous n'avons pas de politique nationale dans ce domaine. Trop souvent, ils ont voulu mettre la main sur le gros lot, surtout à l'approche des élections, et négligé les intérêts à long terme du pays. Dans certaines régions, les premiers ministres semblent porter des œillères et ne voient pas les intérêts à long terme du pays. La Colombie-Britannique nous en fournit un exemple. Nous savons ce qui est arrivé au sujet de traité du Columbia. La même chose s'est produite lorsque nous avons permis aux Japonais de venir exploiter une de nos ressources naturelles sans faire aucun cas de l'avenir de la province intéressée.

• (4.10 p.m.)

Cela peut sembler magnifique du vivant de M. Bennett, mais il faut se demander ce qu'il en coûtera à ceux qui viendront après nous. A mon avis, le gouvernement fédéral ne s'est pas montré assez ferme devant certains premiers ministres provinciaux. Voyez ce qui se passe en Alberta, où tout le monde ne semble penser qu'au pétrole. C'est à croire qu'il n'existe rien d'autre au Canada. Plus ces gens vendent de pétrole, plus les choses vont bien, et qu'importent les conditions. Vendre du pétrole, c'est tout ce qui compte. Le Manitoba est la seule province qui s'est montrée raisonnable et soucieuse de l'intérêt national. Les autres provinces feraient bien d'adopter l'attitude digne d'un homme d'État prise par le premier ministre du Manitoba.

En Alberta, nous voyons un gouvernement qui se targue de ne pas avoir à imposer de taxe de vente. Il montre du doigt les autres provinces en disant: Regardez, elles ont toutes des taxes de vente mais pas nous. Ce que les gens ne voient pas c'est que, à cause de la politique pétrolière nationale à cause de la manière bornée dont nous envisageons la vente de notre pétrole, chaque Canadien paie tribut à l'Alberta, et c'est pour cela que cette